

vernement anglais, dans un langage à la fois digne et convaincant, que dans l'intérêt de l'empire, aussi bien que dans celui des colonies de la Nouvelle-Angleterre, le moment de la séparation était arrivé.

Naturellement les hommes d'Etat de l'Angleterre, divisés sur cette grave question, ne comprirent pas que le système colonial était impuissant à retenir, sous leur domination, tout un peuple, situé à mille lieues de distance, sur un territoire aussi vaste que le continent européen. Une guerre terrible s'ensuivit et le drapeau des Etats-Unis d'Amérique sortit de la lutte couvert de gloire, mais criblé de balles anglaises, dont il porte encore et portera toujours les traces.

Tous ces nobles enfants assassinés, dans la défense de la cause de la liberté, par leur mère-patrie, tout ce sang versé au pied du drapeau de la république, tous ces désastres et toutes ces haines entre frères ont creusé, entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, un abîme infranchissable de haines et de vengeances éternelles.

Une position financière désespérée.—A ceux qui prétendent que notre régime colonial a fait notre prospérité, nous répondrons par le fait indéniable que la propriété foncière est grevée aujourd'hui par des obligations et des hypothèques au-delà de sa valeur. En sorte que si nous étions forcés de liquider, la population tout entière se trouverait dans la rue, sans un sou à son avoir. Un bien beau résultat n'est-ce pas, et digne à tous égards des hommes marquants qui se font les apôtres dévoués du régime colonial.

En 1842, alors que nous n'avions pas de dette publique pour ainsi dire, Sir Francis Hincks négocia un emprunt de \$7,000,000 pour les travaux publics. C'était le premier pas et voyons où nous en sommes rendus trente six ans plus tard. Au 1er Juillet 1878, nous étions arrivés à une dette fédérale de \$174,957,268. En retranchant la somme payée pour l'acquisition du Nord-Ouest, nous constatons \$173,000,000 de dettes contractées pour nos travaux publics. Ajoutons à cela